

D'une part, l'application immédiate des dispositions du programme de Front populaire non encore votées ou exécutées (contrôle des changes et des banques, réforme fiscale, lutte contre la fraude, allègement des impôts indirects, retraites des vieux aux frais du capitalisme, caisse des calamités agricoles, fonds national de chômage, etc.);

#### FONDS NATIONAL DE CHOMAGE

D'autre part, les réformes de structure contenues dans le plan de la C.G.T. et reprises par notre Parti, réformes qui, seules, permettront de maintenir et d'élargir les avantages déjà acquis et de réaliser complètement le programme du Front populaire.

Mais le Conseil national constatant que les résistances capitalistes trouvent des défenseurs à l'intérieur même de certains partis du Front populaire, décide de retirer immédiatement les délégués socialistes au gouvernement si ces propositions sont rejetées ou différées; et, conscient du rôle décisif joué par les masses ouvrières en juin 1936, décide d'appeler dès à présent les travailleurs à la lutte pour imposer, par leur action de classe, un gouvernement de Front populaire de combat s'appuyant réellement et directement sur les masses laborieuses et décidé à raser les bastilles capitalistes.

\*\*\*

Le Conseil national, ému par les dangers de guerre dus à la rivalité des puissances fascistes et des Etats « démocratiques », rappelle que derrière les heurts « idéologiques » et les masquants, se déroule une âpre lutte pour la mainmise sur les sources des matières premières;

Que la classe ouvrière ne saurait participer dans une nouvelle « Union Sacrée » aux visées impérialistes de sa propre bourgeoisie;

Et que la seule défense « antifasciste » qui ne soit pas une sanglante duperie pour le prolétariat réside dans l'armement général du peuple, la prise du pouvoir, et la destruction du capitalisme, fauteur, dans tous les pays, de misère, de fascisme et de guerre.

Marceau PIVERT.

Cette motion, rédigée le 15 octobre ne pouvait faire état, comme d'un événement déjà révolu, des délibérations du Congrès radical qui doit se tenir le 30. Mais nos militants comprendront que pour nous le retrait immédiat s'imposera si, comme nous le prévoyons, ce Congrès repousse l'« avenant ».

Les C.-R.

Les camarades sont priés d'adresser les articles à J. Enoch, 24, rue Madeleine, Paris-15<sup>e</sup>.

Dernier délai pour la réception des envois : LE 10 DE CHAQUE MOIS.

Il est indispensable que nos « Cahiers » paraissent régulièrement, à date fixe. Nous demandons à tous de nous aider à obtenir ce résultat.

« Il nous faut former des hommes qui ne consacrent pas à la Révolution leurs soirées libres, mais toute leur vie. »

LENINE.

## POUR UN FRONT DE COMBAT DES FONCTIONNAIRES ET DES OUVRIERS

Les manifestations de fonctionnaires qui viennent de se dérouler en ces jours de rentrée pourraient marquer une étape importante dans la période d'activité syndicale accrue que nous traversons, et qui débuta par la reconstitution de l'unité pour continuer par la conquête des lois sociales de juin. Nous disons : *pourraient...*

L'état d'esprit des fonctionnaires, pendant toute la première année du gouvernement de Front populaire, état d'esprit entretenu par les directions syndicales, a été celui de citoyens trop scrupuleux, soumis au chantage du loyalisme. On pourrait ainsi le résumer : « Les ouvriers ont encore à lutter contre le patronat, leur action est légitime. Quant à nous, qui sommes directement incorporés à la machine d'Etat, puisque ce gouvernement est le nôtre, nous devons éviter de mettre des bâtons dans les roues à l'action qu'il s'est engagé à poursuivre. »

La montée ininterrompue du coût de la vie, la déclaration de la pause, les dévaluations successives, la liberté laissée aux spéculateurs, enfin la formation du gouvernement Chautemps, sur la nature duquel nul, cette fois, ne pouvait se méprendre, ont eu raison de ces illusions : le socle de base des traitements des fonctionnaires est de 9.000 francs, les instituteurs débutent à 10.500 francs (compte non tenu du prélèvement sur la retraite), la livre est à 150. Ce sont là des réalités qui rappellent assez clairement que l'Etat-patron, quelle que soit l'équipe dirigeante, est toujours l'Etat bourgeois et qu'on ne l'amadou point par la longanimité.

Certes, les deux gouvernements de Front populaire n'ont cessé de reconnaître le bien-fondé des revendications de fonctionnaires. Mais dès le début d'août les instituteurs ont marqué dans leur congrès que des promesses ne leur suffisaient plus. Voilà plusieurs mois que l'effervescence a commencé chez les postiers. Il fallait bien faire quelque chose.

Le désaccord entre le gouvernement et les syndicats porte sur deux points :

1<sup>o</sup> Le montant de l'indemnité de cherté de vie prévue, les fonctionnaires réclamant 150 francs par mois, les ministres ergotant sur des indices du coût de la vie déjà périmés;

2<sup>o</sup> La date à laquelle sera allouée cette augmentation : « Octobre », demandent les fonctionnaires. « Pas avant janvier 38 », répond le gouvernement.

Les manifestations qui ont eu lieu, en province d'abord, puis à Paris au grand meeting du Vel' d'Hiv', se sont déroulées avec un plein succès, d'autres sont envisagées pour le 24 octobre, et l'on peut espérer que les ministres sauront tirer les conséquences.

En effet, nous nous trouvons aujourd'hui, au début de l'hiver 37-38, dans une situation analogue à celle de l'hiver 33-34 : un ministère « de gauche » voudrait bien faire la déflation,

les fonctionnaires passent à l'action pour se défendre et mettent en péril son existence. De son côté, la réaction s'organise pour amener au pouvoir un gouvernement de son choix.

Trois équipes radicales de plus en plus déconsidérées tombèrent ainsi en 33-34 sous les coups des travailleurs de l'Etat et des services publics, jusqu'au moment où la droite, profitant de ce dégoût du pays, accomplit le 6 Février.

Mais cette fois le rapport des forces est tout autre. Derrière la puissante Fédération des fonctionnaires, il y a des millions d'ouvriers syndiqués que leur expérience récente a persuadés de la valeur de l'action directe et qui ne peuvent plus regarder avec indifférence l'effort des fonctionnaires pour défendre leurs conditions de vie. Cet effort, ils le voient au contraire avec sympathie. La légende des budgétivores a fait son temps. Tandis que les fonctionnaires se préparent à tenir tête à un gouvernement qui a trop oublié les promesses électorales, la classe ouvrière, capable de les épauler, est assez forte aujourd'hui pour empêcher toute tentative d'utilisation des circonstances par la réaction.

Mais cette force sera-t-elle utilisée? Saura-t-on tirer parti d'une situation aussi favorable? La parole est aux directions ouvrières! Il est inquiétant de constater qu'à la veille du renouvellement des conventions collectives, à l'heure où les attaques et le sabotage patronaux se multiplient, celles-ci donnent le spectacle de la réticence, de l'hésitation et d'une quasi-inaction. L'effervescence est grande dans les usines. La méfiance envers les responsables syndicaux se développe parallèlement : une action corporative énergique n'est guère compatible avec l'union de la nation française préchée à l'intérieur de leur parti politique par ceux-mêmes qui s'emparent de plus en plus de la C.G.T. Cette politique de corde raide ne peut durer éternellement : il faudra bien ou que la bureaucratie communiste se démasque ou qu'elle accepte de mener le prolétariat à l'action.

Ce n'est pas par hasard que les fonctionnaires ont réengagé les premiers le combat : outre le fait qu'aucune adaptation de leur situation aux conditions nouvelles n'était encore intervenue, c'est dans leurs rangs que la colonisation a jusqu'ici rencontré le moins de succès. Si paradoxal que cela puisse paraître, la voix de la base y est plus écoutée par les directions plus ou moins réformistes que dans les fédérations ouvrières par les directions communistes.

Un seul remède à cela : il faut donner la plus large publicité à l'action menée par les fonctionnaires. Il faut que ceux-ci touchent les ouvriers et fassent appel à eux. Ils seront compris. Si la jonction ne se fait pas, l'Union nationale qui se dessine à l'horizon marquera des points et les troupes syndicales de toutes catégories seront battues en détail.

Colette AUDRY.

## PERSPECTIVES ECONOMIQUES

La propagande du Front populaire a pu longtemps toucher et convaincre les masses dans la mesure où les revendications immédiates de celles-ci ont été en partie satisfaites par le relèvement des salaires et la revalorisation des produits agricoles. Cette même propagande insistait en outre sur les « signes de la reprise économique » et laissait croire, implicitement, à la possibilité d'un progrès de durée indéterminée, production industrielle et pouvoir d'achat augmentant de pair dans un régime progressivement adapté. La réponse des faits est aujourd'hui, hélas! particulièrement brutale.

#### La hausse du coût de la vie

Nous devons d'abord citer quelques chiffres et les interpréter. Concernant en premier lieu la hausse au coût de la vie, les dernières statistiques indiquent une forte poussée des prix dans le courant du mois de septembre : l'indice non pondéré des prix de gros augmentant de 4,5 % en septembre, après avoir augmenté de 7,8 % en juillet (chute du franc) et de 2 % seulement en août. L'augmentation est surtout sensible pour les aliments végétaux (pres de 9 %) et plus réduite pour les matières industrielles (2,5 %). L'indice pondéré des prix de gros (126 articles, base 100 en 1914) se fixe maintenant à 629, contre 607 à fin août et 557 fin juin, soit une augmentation de 13 % en trois mois!

L'indice pondéré des prix de détail à Paris passe à 627 pour l'indice des 13 articles, et à 642 pour celui des 36 articles. Ici aussi, l'augmentation a été surtout sensible en septembre (5 % environ, contre 2,5 % en août et 1 % environ en juillet). Tout porte à croire, étant donné le décalage habituel des prix de détail par rapport aux prix de gros, que la hausse des premiers va encore s'aggraver en octobre. Mais la hausse est déjà pour les 36 articles, de 39 % par rapport à août 1936.

L'impuissance du Comité de surveillance des prix est donc flagrante. Sans moyens d'investigation ni de coercition sérieux, ce Comité se borne en fait à entériner les hausses que les gros producteurs justifient à l'aide de calculs le plus souvent invérifiables. On aboutit ainsi à consolider la marge bénéficiaire qui existait déjà à la fin de juin 1937, et celle-ci était elle-même fort supérieure à la marge bénéficiaire constatée en mai 1936! Rien n'a été fait pour empêcher certaines hausses spéculatives caractérisées. Citons seulement le cas des tôles minces qui ont augmenté depuis mai 1936 de 140 à 150 %, permettant ainsi aux grosses Forges de réaliser un superbénéfice de l'ordre de 20 à 25 millions par mois...

On ne saurait, d'ailleurs, attendre une amélioration du niveau de vie de l'accélération, ou simplement de la continuation, de ce qu'on appelle encore complaisamment la « reprise économique ». Si le relèvement du pouvoir d'achat, la dévaluation de septembre 1936 et l'amélioration du marché mondial, due en grande partie au surarmement, ont pu entraîner une certaine reprise, celle-ci est désormais bien amortie. L'indice officiel de l'activité industrielle a, certes, augmenté de 3 % entre juillet 1936 et juillet 1937, mais cette amélioration ne provient que des industries soutenues par l'Etat, à l'exclusion du textile, du bâtiment, etc. L'indice de l'activité des établissements industriels occupant plus de 100 ouvriers, obtenu en multipliant le nombre d'ouvriers par le nombre réel d'heures de travail, passe au contraire de 100 en 1936 à 65,7 en 1935, remonte à 68,5 en 1936, pour redescendre à 64,8 en avril et en septembre 1937. Et si la statistique des wagons chargés fait apparaître une légère augmentation par rap-

port à 1936, elle indique par contre une légère régression par rapport à 1935, etc.

Aussi bien, la diminution quantitative de nos exportations de produits manufacturés prouve que la hausse exagérée de nos prix intérieurs, organisée par les trusts, touche, en même temps que les travailleurs, un grand nombre de petites industries de transformation. C'est là un des aspects importants de la situation actuelle, mais nous n'y insisterons pas, le problème des « classes moyennes » ayant été longuement étudié dans le n<sup>o</sup> 2 des Cahiers Rouges.

#### Le déficit de la balance commerciale

Les chefs radicaux et réactionnaires insistent particulièrement sur l'importance accrue du déficit de la balance commerciale. Celle-ci atteindra 15 milliards environ en 1937, et il faut y ajouter le déficit éventuel de la balance des colonies avec l'étranger, qui s'élevait l'an dernier à 1.600 millions et qu'on peut estimer cette année à 1 milliard.

Total 16 milliards. Ce déficit avait été l'an dernier de 11,675 millions (1) en francs Auriol et, en 1935, de 6 milliards environ.

La presse réactionnaire veut faire croire que l'aggravation ainsi constatée est responsable à la fois des sorties de capitaux et de la chute du franc. C'est une interprétation purement fantaisiste. Le déficit est en effet compensé en grande partie par ce qu'on appelle les ressources « invisibles » provenant des frets maritimes, du transit, des assurances, des dépenses des touristes étrangers venus en France et des revenus ou arrérages des placements français à l'étranger. C'est ainsi que la balance générale des comptes n'a fait finalement apparaître qu'un déficit de 400 millions en 1935 et de 3,990 millions en 1936 (2), déficit réduit qu'il faut évidemment compenser par des sorties d'or.

Mais il suffit de se rappeler à ce sujet que le total des sorties d'or de la Banque de France a été en 1936 de 29 milliards, plus de sept fois le chiffre correspondant au déficit de la balance des comptes. Il faut donc en définitive accuser surtout l'exportation volontaire des capitaux, c'est-à-dire la spéculation. De même le déficit de la balance des comptes du mois de juin dernier ne dépassait pas quelques centaines de millions, alors que les sorties d'or ont atteint 8 milliards, réduisant ainsi au minimum possible l'encaisse-or de la Banque de France (3).

En ce qui nous concerne, c'est à un autre point de vue que nous devons nous placer pour souligner la gravité de la situation créée par l'aggravation du déficit de la balance commerciale. Pour nous, en effet, cette aggravation est surtout le signe d'une économie en mauvaise santé, ayant mal digéré les charges sociales, et profondément désorganisée par les hausses illégitimes et concertées voulues par les trusts. Il n'est pas de remède possible en dehors d'une réorganisation complète de l'économie.

#### La dépréciation du franc

La dépréciation du franc a été, d'un autre côté, particulièrement sensible en septembre. Dans la semaine du 10 au 17, la livre est mon-

tée de 133 à 147, pour redescendre ensuite à 140. La voici maintenant, au début d'octobre, aux environs de 150. Il est inutile d'insister sur l'importance politique d'un tel fait. Nous connaissons les effets des paniques financières pour disloquer les majorités politiques et imposer l'union nationale...

On pourrait, certes, rechercher les causes immédiates du « décrochage » du 10 septembre. Le Populaire a voulu y voir la main de... l'Italie (1). Nous dirons plus exactement que le fonds d'égalisation des changes avait abandonné la veille la surveillance du marché. Seuls, MM. Bonnet et Rueff pourraient nous indiquer dans quel secret dessein.

Mais la chute du franc a en vérité des causes plus profondes, tenant à la composition même du budget français, écrasé par la double charge du surarmement actuel et de la liquidation de la guerre de 1914. La seule issue, si l'on reste dans le cadre du régime capitaliste, est une inflation progressive coupée par des dévaluations périodiques. On diminue ainsi les charges de la dette par l'ampulation du franc, et on paie les charges nouvelles à l'aide des nouveaux billets. Aussi bien, Flandin-Régnier ont-ils fait 12 milliards d'inflation, Vincent Auriol 10 milliards, et Georges Bonnet en est-il actuellement, tout au moins officiellement, à 3 milliards 900 millions... Et malgré les communiqués optimistes sur la consolidation des cours de Germain Martin ou le remboursement de l'emprunt anglais, il semble bien, d'après le Temps lui-même, qu'on ne pourra pas éviter en fin d'année un nouveau gonflement des avances de la Banque à l'Etat. Va-t-on assister encore à une nouvelle chute, que beaucoup d'exportateurs d'ailleurs appellent de leurs vœux? La marge d'inflation « légale » est encore importante, puisque Georges Bonnet peut aller, aux termes des récents décrets-lois, jusqu'à 15 milliards... Il y a encore de beaux jours pour la spéculation!

Les spéculateurs, d'ailleurs, auraient bien tort de se gêner. Delaisi a montré, dans la Flèche du 18 septembre, comment le Fonds de soutien des rentes (plus de 6 milliards) alimente lui-même la spéculation en voulant soutenir à tout prix le cours des rentes. Les grandes sociétés vendent aujourd'hui sans risques leurs titres d'Etat, dont les cours ne peuvent plus s'effondrer. Elles récupèrent ainsi des francs qu'elles transforment immédiatement en livres, accélérant ainsi la chute du franc. Telles sont les beautés de la libre circulation des capitaux. Delaisi a calculé que le nombre des titres d'Etat vendus le 10 septembre a dépassé 23 millions, contre 12 à 13 millions seulement en séance normale, un mois avant!

Qui paie les frais de la crise financière?

La politique du gouvernement Chautemps-Bonnet a aggravé la « pause », c'est-à-dire qu'elle laisse la voie libre aux trusts, et fait payer les frais de la crise par l'ensemble des travailleurs. Superfiscabilité d'abord — 7 milliards d'impôts nouveaux sur la consommation et les transports, et plus de 2 milliards d'impôts directs supplémentaires sur la petite bourgeoisie urbaine et rurale et le prolétariat — inflation et dépréciation du franc ensuite, déflation enfin sur certaines dépenses d'équipement social, puisqu'une annulation de crédits de 1.500 millions a été faite sur les grands travaux et qu'on ne parle plus de l'exécution de la tranche 1938 de ces mêmes grands travaux, pourtant décidée en 1936.

Les trusts industriels du secteur protégé (métallurgie, électricité, compagnie concessionnaires), les banques, les compagnies d'assurances font, pendant ce temps, des béné-

(1) Annuaire de la Vie Economique Française. La France Economique en 1936, par Charles Rist.

(2) Voir Bulletin quotidien des 17-18 août 1937 et La Lumière du 8-10-1937 (article de Georges Boris).

(3) Pour que la balance de 1937 fût en équilibre, il faudrait que les revenus nets tirés du tourisme dépassent cette année, toujours d'après G. Boris, la somme de 8 milliards. Or, ils n'ont été que de 750 millions en 1935 et de 1.200 millions en 1936. Malgré l'Exposition Internationale, l'équilibre semble donc bien compromis.